

Bulletin d'histoire politique

Politiques coloniales britanniques et absolutisme au Bas-Canada entre 1783 et 1832

Danielle Laudy



Volume 2, numéro 1-2, automne 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063357ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063357ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Laudy, D. (1993). Politiques coloniales britanniques et absolutisme au Bas-Canada entre 1783 et 1832. *Bulletin d'histoire politique*, 2(1-2), 42–43.
<https://doi.org/10.7202/1063357ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

NOTES DE RECHERCHE

POLITIQUES COLONIALES BRITANNIQUES
ET ABSOLUTISME AU BAS-CANADA
ENTRE 1783 ET 1832

par Danielle Laudy
Études avancées,
Département des sciences politiques
Université de Montréal

Depuis Durham jusqu'à aujourd'hui, l'historiographie fait état des difficultés rencontrées par la participation des gouvernés à leur gouvernement au Bas-Canada. Malgré des apparences démocratiques, telles la présence d'une Assemblée législative élue, la relative autonomie accordée aux structures politiques coloniales et l'attention prêtée aux revendications des Nouveaux Sujets, le pouvoir demeure, dans la pratique, concentré dans les mains d'administrateurs britanniques et de grands propriétaires fonciers coloniaux. Au-delà de la simple constatation de ce résultat, il importe de comprendre le phénomène dont il est l'aboutissement. À cet égard, des explications totalement divergentes s'entrechoquent. Certains historiens anglophones (Parkman, Kennedy, McNis, MacArthur) ou anglophiles (Ouellet, Trudeau) se basent sur l'opposition de certains Canadiens français à la présence d'une Chambre d'Assemblée et, dans la foulée du *Rapport Durham*, avancent une explication ethnique. Les Anglais et leurs partenaires coloniaux auraient vu leurs courageuses tentatives de développement économique et de modernisation politique bloquées par des Canadiens français dévots, arriérés et hostiles à toute idée de progrès.

Certains nationalistes canadiens-français (Brunet, Chapais, Groulx, Séguin) tombent dans l'excès inverse. Ils présentent le lien métropolitain comme une féroce dictature extérieure brimant toute velléité d'organisation et de participation politique des coloniaux.

Ces interprétations ethniques pèchent par une simplification outrancière de la réalité. La première exagère la dimension démocratique de la société britannique et amalgame outrageusement tous les « Nouveaux Sujets », l'autre semble oublier qu'il revient à la Grande-Bretagne d'avoir implanté la première institution représentative au Bas-Canada. Ce manichéisme ethnique se révèle donc d'une utilisation tout à fait

contestable et, dès lors, incite à la quête d'autres explications.

Dans cette perspective, la thèse de Pierre Tousignant sur *La genèse et l'avènement de la Constitution de 1791* s'avère une contribution essentielle. Elle établit indubitablement l'existence d'un mouvement réformiste canadien-français, brisant ainsi la perception monolithique simpliste d'une société totalement vouée au maintien du statu quo d'Ancien Régime. Dans une perspective plus générale, elle souligne l'importance de prendre en considération le rôle de la métropole quant à la reproduction d'un ordre économique et politique dominé par les propriétaires fonciers.

Toutefois, si la persistance d'un contexte socio-économique d'Ancien Régime est identifiée en Grande-Bretagne, les désordres métropolitains, les effets socio-politiques de l'industrialisation, les hésitations, tergiversations et contradictions des politiques coloniales sont simplement constatées. L'analyse de l'attitude des acteurs, pour indispensable qu'elle soit au niveau de l'établissement des faits, demeure au stade de l'arbitraire et de la conjoncture, ne permettant que très difficilement d'établir des comparaisons avec d'autres sociétés. L'étude des rapports de classes métropolitains et coloniaux permettrait, elle, d'expliquer l'attitude de ces acteurs dans la perspective plus globale des conditions socio-économiques de leur époque.

À cet égard, l'étude des rapports sociaux coloniaux réalisée par Gerald Bernier et Daniel Salée apparaît comme une piste fertile. Elle permet en effet d'appréhender l'aspect dynamique des controverses entourant les questions de répartition des pouvoirs à l'intérieur de la colonie. La mise en lumière du rôle de la bourgeoisie marchande coloniale, anglaise ou canadienne, se révèle essentielle. Désireuse de maintenir des structures économiques basées sur la circulation, elle s'accommode allègrement du féodalisme au point de participer à la propriété foncière et d'utiliser les institutions juridico-politiques pour accentuer la domination des paysans (Bernier et Salée 1992: 83). L'hypothèse d'un État absolutiste où la grande propriété foncière conserve les assises du pouvoir et parvient à assurer sa reproduction élargie paraît dès lors séduisante.

Cette démarche doit toutefois être complétée par l'étude des facteurs externes, c'est-à-dire le cadre économique, social et politique défini par la métropole. S'ils ont étudié les facteurs internes, Bernier et Salée ont néanmoins traité les contraintes extérieures avec une rapidité qui leur a valu les critiques de C. Couture au regard de ce qui lui est apparu comme une vision tronquée du phénomène d'industrialisation. Une étude de l'articulation des luttes et alliances de classes britanniques à l'intérieur du phénomène complexe d'industrialisation s'imposait donc.

Tributaire des enseignements de Tousignant comme de ceux de Bernier et Salée, ma thèse de doctorat se proposait donc d'apporter un éclairage complémentaire concernant la contribution des politiques coloniales britanniques au maintien de l'Ancien Régime au Bas-Canada entre 1783 et 1832. Au-delà des sources secondaires qui ont orienté la recherche, l'analyse est réalisée à partir de sources premières tel les instructions royales, proclamations, Ordonnances et, surtout, les manuscrits du Colonial Office contenant la correspondance entre le Secrétaire d'État aux colonies et le Gouverneur (CO 42 et CO 43).

Le concept de transition permet d'appréhender les particularités de la période charnière d'industrialisation. L'adaptation de l'aristocratie foncière aux nouvelles réalités économiques rend possible une alliance noblesse-bourgeoisie permettant à la première de maintenir inaltérée son hégémonie politique jusqu'en 1832 au moins. L'aventure coloniale se présente comme un terrain d'entente où convergent les intérêts économiques des deux membres de l'alliance pour les revenus tirés du commerce. À ce titre, elle représente un enjeu autour duquel peuvent aussi se manifester des tensions ou conflits, occasionnant les hésitations et tergiversations relevées par l'historiographie. Les effets concrets de ces politiques coloniales menées sous l'égide de l'aristocratie foncière se perçoivent dans l'étude de leur application au Bas-Canada. La centralisation opérée dans une perspective utilitariste de meilleure gestion et donc, ultimement, de développement économique métropolitain se révèle d'un tout autre effet dans la colonie. Elle y équivaut tout simplement à un plus grand contrôle de la mère patrie, entraînant par le fait même un renforcement des pratiques absolutistes déjà existantes.

Cette étude se situe donc au confluent de l'histoire et de la science politique, soulignant à la fois la possibilité et l'utilité d'une collaboration entre les historiens et les politologues. Le souci de la preuve, cher à l'historien, évite au politologue de se lancer dans de grands ensembles qui, pour souscrire à une rigueur logique, perdent néanmoins parfois le contact avec la réalité. Les problématiques globales, familières au politologue, interdisent à l'historien de se satisfaire des détails en oubliant qu'une société ne saurait se définir par la simple somme de ses parties.

Bibliographie

LONDRES, Public Record Office, *Colonial Office 42*, Original Correspondence (lettres reçues).

LONDRES, Public Record Office, *Colonial Office 43*, Entry Books (lettres envoyées).

BERNIER, G., et SALÉE, D., "Appropriation foncière et bourgeoisie marchande: éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36, 2, juin 1982, 163-194.

BERNIER, G., et SALÉE, D., *The Shaping of Quebec Politics and Society: Colonialism, Power and the Transition to Capitalism in Nineteenth Century*, Washington et Londres, Crane Russak, 1992.

BERNIER, G., et SALEE, D., "Social Relations and Exercise of State Power in Lower Canada 1791-1840", *Studies in Political Economy*, 22, printemps 1987, 101-128.

TOUSIGNANT, P., *L'agenèse et l'avènement de la constitution de 1791*, Ph.D. histoire, Montréal, 1971.

TOUSIGNANT, P., "Problématique pour une nouvelle approche de la constitution de 1791", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27, 2, septembre 1973, 182-234.